

La voix de l'opposition de gauche

Le 21 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Ce portail est peut-être merdique et son animateur un pauvre type infréquentable, mais au moins ils permettent de vérifier en temps réel en s'appuyant sur les faits le bien-fondé des idées ou théories qu'ils proposent, cela évite d'avalier des conneries ou des coulevres comme disent certains militants ou encore de se faire manipuler à leur insu, ce dont nous avons tous en horreur, n'est-ce pas ? Cela nous fait au moins un point commun ! J'en ai trouvé un, vous voyez qu'avec un peu de bonne volonté on arrive à progresser ! Il faut bien se marrer un peu, la situation est si triste ou abominable, cela soulage, non ?

Quant à ceux à qui cela ne suffit, les éternels insatisfaits qui sont habitués à ce qu'on les flatte ou les ménage, ils peuvent attendre longtemps ou aller voir ailleurs ! Ici on affronte la réalité en face, on tranche dans le vif, on ampute, on extrait le mal à la racine : le capitalisme. En face ils sont enragés, alors pourquoi ne le serions-nous pas aussi ? A la réaction sur toute la ligne, une seule réponse possible, vous la connaissez : La révolution !

Vous verrez que c'est aussi un des thèmes de cette causerie, et je vous ferai observer que ce n'est pas moi qui l'aie mis sur le tapis, vous admettrez enfin que je me devais de l'assumer puisque je me situe au côté de notre classe, merci pour votre compréhension. Bonne lecture... et réflexion.

• [Au format pdf \(pages\)](#)

PREMIERE PARTIE

Quelques réflexions sur la situation ou l'actualité politique.

1 - Un internaute : Le mouvement La France en Marche (mot d'ordre vichyssois)...

2 - Les Champs-Élysées font quoi, 500, 700 mètres de long, et avec 89.000 forces de police mobilisées ils ne sont pas capables de flanquer une rangée de CRS de chaque côté et de protéger les établissements se situant de part et d'autre, ils nous prennent vraiment pour des demeurés !

Ceci doit expliquer cela et confirme ma version.

- Que s'est-il vraiment passé ce week-end à Paris lors de l'acte XVIII des Gilets jaunes ? Alors que 80 enseignes ont été saccagées sur les Champs-Élysées, certains policiers montent au créneau pour dénoncer un manque d'instruction, d'autorisation pour intervenir face aux casseurs. LePoint.fr 20 mars 2019

3 - On a pris l'habitude de ne pas faire d'amalgame entre les dirigeants et les militants des syndicats. Question : Jusqu'à quel point est-ce justifié ? On est en droit de se poser la question, non ? Non, on ne doit pas se poser ce genre de questions, vous entendez, c'est un ordre !

4 - Pour expliquer où nous en sommes, on a pris l'habitude qu'on nous sorte la fatalité... Vous ne trouvez pas que c'est un peu court comme explication ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas très dialectique !

La gauche ? Celle honnie par les travailleurs ? Et il s'en trouve encore pour s'étonner qu'on en soit arrivé là ! Quel délire !

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) par Daniel Gluckstein le 20 mars 2019

Titre - Division et soumission ne doivent pas l'emporter !

- Bref, à gauche, la division bat son plein.

- Le PS est fier de présenter aux élections européennes une tête de liste qui n'appartient pas à ses rangs...

- Le PCF, lui, dénonce un PS trop pro-européen...

LVOG - blablabla, cause toujours il en restera quelque chose...

Gluckstein - Décidément, avec de tels « adversaires », Macron n'a pas à s'inquiéter...

LVOG - On ne pouvait pas mieux dire et cela s'adresse également à vous !

Ce qui distingue les syndicats des partis dits ouvriers, c'est que dans les syndicats, bien que leurs dirigeants soient des agents du capital, il y a encore des militants qui se battent au côté des travailleurs en étant restés fidèles aux principes et objectifs fondateurs des syndicats, à savoir qu'ils luttent dans la perspective de l'émancipation du salariat, donc du capitalisme. Tout du moins théoriquement, car en réalité la plupart ont été corrompus par l'idéologie du capitalisme, ce qu'on peut vérifier quotidiennement à travers une multitude d'exemples qui le confirment, seuls une minorité (d'une minorité !) parviennent à demeurer indépendant du capitalisme et contournent la politique des dirigeants syndicaux vendus.

Mais ce n'est pas le cas au PCF et encore moins à Générations ou au PS, où contrairement aux syndicats dans aucune instance vous ne trouverez de militants (ou d'élus de ces partis) opposés au capitalisme ou demeurés fidèles au socialisme, ce qui signifie que quoi qu'ils fassent leurs militants seront instrumentalisés et serviront la cause de nos ennemis.

Maintenant compte tenu de leur faiblesse et de la crise qui les ravagent aussi (le pendant de la crise du capitalisme et de ses institutions), parce qu'ils sont en but à des contradictions qu'ils ne peuvent totalement contrôler et assumer, on peut concevoir que certains de leurs militants de base ayant des illusions dans ces partis, si, si, cela existe et c'est inévitable, puissent être disposés à entendre un autre discours, qui, s'ils l'adoptaient constitueraient un facteur destiné à alimenter la crise au sein de ces partis, dont l'unique réponse de leurs dirigeants serait de virer encore plus à droite tout en se dotant à nouveau du masque trompeur qui a servi pendant un siècle à camoufler leur collusion avec le régime capitaliste.

Autrement dit, sans que ces militants n'aient les moyens de réformer ces partis pourris jusqu'à la moelle, ils fourniraient à leurs dirigeants un prétexte pour se livrer à une nouvelle imposture destinée à tromper les naïfs ou les amnésiques et dieu seul sait combien nos rangs en comptent, pour le compte de Macron ou du régime. Et c'est cela le pire, en apparaissant un jour au côté des travailleurs, et le reste du temps au côté de Macron ou des représentants du régime, de telle sorte qu'à la fois des illusions dans ces partis sont réactivées et par leur soumission au régime ils indiquent aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique, aucune alternative à la politique du gouvernement, ce qui ne peut que produire un effet dévastateur sur leur moral ou les pousser au désarroi, au désespoir, à se détourner de la politique ou pire encore en remettant leur destin entre les mains du premier bonimenteur venu.

Vous me direz que c'est inévitable, certes, en partie, mais personne n'est obligé de participer à cette imposture, non ? Il faut être clair, dans tous les cas de figure quelles que soient les positions adoptées par ces partis, elles servent des intérêts contraires à ceux des travailleurs, soit sur le court terme par pur opportunisme sachant que cela ne leur coûte rien ou ne changera rien, c'est le cas le plus fréquent et le plus néfaste parce qu'ils interviendront uniquement pour pourrir une mobilisation engagée contre le gouvernement ou la conduire dans une impasse, soit sur le long terme où fondamentalement leur supercherie a été démasquée ou l'illusion selon laquelle ils s'opposeraient au capitalisme s'est dissipée depuis longtemps ou ne convainc plus personne de nos jours ; franchement, quel travailleur aurait l'idée de placer son destin dans le PS ou le PCF, il faudrait être fou ou ne pas avoir toute sa tête, aucun à part quelques illuminés, paumés ou farfelus qui ignorent pratiquement tout sur ces partis, et qui un jour ou l'autre en sauront davantage et leur tourneront le dos.

Notre rôle ne consiste pas à manoeuvrer en fonction des prises de positions des appareils de ces partis, pas plus ici qu'ailleurs, il ne consiste pas non plus à flatter les illusions des travailleurs ou des militants, mais à les combattre en partant de leur condition, qui inclut ce qu'ils vivent au quotidien et comment ils le vivent, sans oublier leurs profondes et légitimes aspirations qui n'y figurent pas et qu'on a beaucoup trop tendance à oublier pour cette raison, ce qui constitue une grave lacune politique, puisque ce sont elles qui coïncident avec la société que nous devons concevoir et bâtir ensemble sur les cendres du capitalisme et de la Ve République, de l'UE, etc.

La démocratie : Mort-né. "Il n'est pas certain que les sociétés humaines puissent supporter indéfiniment"...l'existence du capitalisme.

Prenons un exemple très concret, le « Vous n'avez pas le choix » martelé par le dernier clip de campagne de La République en marche, pour les Européennes. Imaginait-on, il y a encore vingt ans, qu'un régime démocratique pourrait un jour expliquer à ses citoyens qu'il n'avait « pas le choix » dans son vote ?

Nos sociétés contemporaines sont le lieu d'une cohabitation hautement explosive entre des idéologies foncièrement totalisantes (néo-libéralisme, transhumanisme, islamisme...), d'une part, et des individus foncièrement incapables de penser les dangers de ces idéologies, occupés qu'ils sont à admirer leurs propres particularismes individuels ou communautaires, d'autre part.

Le dilemme se posant à nous, et à nos descendants, est donc le suivant : combien de temps pourrons-nous faire cohabiter le progressisme scientifico-économique, en tant qu'idéologie par essence infinie, avec l'objectif, jusqu'ici prioritaire, d'augmentation du niveau de dignité que nous accordons à l'espèce humaine ? La société dont a accouché le capitalisme mondialisé – il l'est, certes, par essence, nous disait Marx – pourra-t-elle longtemps faire cohabiter l'idéal démocratique de gouvernement par la majorité avec les individus profondément inaptes au compromis qu'elle a largement contribué à générer ?

Tout porte à croire que l'équation est insoluble, en l'état. Un jour se posera certainement la question du choix entre primat démocratique – c'est ce que veut la majorité qui, en tant que tel, est bon et souhaitable – et primat scientifico-économique – c'est ce qui contribue à la fluidification des relations économiques et à l'augmentation de notre contrôle technique sur le monde qui, en tant que tel, est bon et souhaitable. Tocqueville voyait la démocratie comme un mode d'organisation foncièrement égalitariste. Marx voyait dans le capitalisme un phénomène produisant inexorablement des mécanismes de concentration du capital entre des mains de moins en moins nombreuses. Depuis trente ans c'est le primat du fait économique sur le fait démocratique qui est devenu la pierre de touche guidant l'action de la plupart des gouvernements.

Il n'est pas certain que les sociétés humaines puissent supporter indéfiniment une telle dépossession, dès lors que ce choix aura révélé, de crise en crise, ses vices cachés. (Néolibéralisme: la lente mort de la démocratie par Ambroise de Rancourt - Vu du Droit - Mondialisation.ca 17 mars 2019)

La guerre psychologique est un des rouages déterminant de la guerre idéologique de nos ennemis.

LVOG - Il arrive même que la guerre psychologique contre les masses se fasse au détriment de la productivité, c'est dire à quel point nos ennemis y accordent une attention privilégiée, que mes détracteurs estiment aux conséquences insignifiantes pour justifier de refuser de combattre le régime sur ce plan.

BFM Business - L'open space pourrait être une gigantesque erreur. Cette affirmation, ce n'est pas celle de Michel qui après avoir entendu 17 fois le récit du dîner de Noël de Florence envisage de monter lui-même des parois de verres pour ne plus l'entendre.

Non, c'est celle d'une étude réalisée par des professeurs d'Harvard, reprise par le site du World economic forum. Ces derniers ont analysé l'évolution des interactions entre les salariés de grandes entreprises américaines en plein passage à l'open space.

Voici leurs méthodes :

Premièrement, ils ont équipés certains salariés de capteurs. C'est tout simplement une sorte de gros boîtier posé sur leur torse qui enregistre notamment le nombre de discussions et leur intensité. Ils ont ensuite

mesuré le nombre de messages et d'emails. Tout cela bien sûr avant et après le passage des entreprises à l'open space.

Le résultat est assez surprenant. On remarque une baisse des interactions entre les individus de l'ordre de 70%, alors que ces derniers sont en face à face. Les communications par voies numériques explosent. Les envois de mails augmentent de 56%, le nombre de fois où les individus sont seulement en copie bondit de plus de 40%. Quant à l'utilisation de la messagerie instantanée elle augmente de 40%.

Conclusion des auteurs de l'étude : c'est tout simplement raté. L'open space censé augmenter les interactions humaines et donc la productivité produit en réalité l'effet inverse. Plus les collaborateurs sont physiquement proches, plus ils passent leur temps à s'envoyer des mails. Si on prend en compte le fait que le bruit ambiant fait en plus baisser la productivité, l'échec est cuisant.

Malgré cela, aujourd'hui petits et gros groupes continuent de passer à l'open space comme un rite d'accession à la modernité. Groupama vient par exemple de le faire à la Défense. Plus de 3000 collaborateurs d'un coup qui vont donc, si on en croit l'étude, pouvoir s'envoyer des mails alors qu'ils sont en face.

Conclusion : l'open space est-il l'arnaque du siècle ? (Source : BFM Business 03-01-2019)

Commentaires d'internautes.

1 - "Je suis en open space... Aujourd'hui ça va mieux, les envies de suicides suivent une pente descendante, inversement proportionnelle à celle des envies de meurtre."

2 - "L'open space est un mot novlangue du néolibéralisme qui signifie exactement le contraire. Il signifie surveillance contrainte et pression professionnelle renforcée, bruit, pollution sonore et visuelle et souffrance augmentée.

Le salarié n'a plus droit à aucune intimité.

On lit ses courriers, on le voit, on voit avec qui il parle.

L'open space est une forme d'asservissement supplémentaire.

Il existe depuis les années cinquante dans sa forme bureau mais n'est la continuation que d'une immense ferme usine entrepôt du tertiaire où l'être humain exploite et asservit l'être humain plus efficacement."

LVOG - Cela ressemble à un camp de concentration ou un quartier de haute sécurité dans une prison...

3 - "...la téléphonie mobile et l'Internet, le fait de les avoir rendu très intrusifs, cela les a rendu mortel pour les relations sociales. Les promesses tant attendu n'ont pas été atteintes, on voit des gens qui ratent leur vie familiale à cause d'Internet, d'autres qui n'ont que des amis virtuels avec qui ils ne partagent que virtualité, d'autres s'enferment dans une application de smartphone qui les coupe du monde réel, parfois provoquant l'accident ou la mort."

[Vous allez encore adorer le Brexit... ou John Bolton !](#)

- Bolton brocarde l'échec de la classe politique britannique sur le Brexit - Reuters 20 mars 2019

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, a accusé mardi soir la classe politique britannique d'être incapable d'honorer les résultats du référendum de juin 2016 qui a tranché en faveur d'une sortie de l'Union européenne.

"Le peuple britannique a voté en faveur du Brexit mais à quel moment la classe politique du Royaume-Uni va-t-elle mettre en œuvre ce vote ?", s'est-il interrogé sur l'antenne de Sky News. Reuters 20 mars 2019

Gilets Jaunes : Ils n'en reviennent toujours pas...

- Qui sont les Gilets jaunes ? Portrait-robot de ces Français en colère - Le Parisien 20 mars 2019

L'institut Montaigne, think tank de tendance libérale, et le sondeur Elabe, ont mené une vaste enquête sur les acteurs de cette fronde sociale inédite. Plus de 10 000 Français ont été interrogés, au plus fort de la crise, entre décembre et janvier derniers.

Largement plus que la moyenne de nos concitoyens (à 65 %, contre 48 % chez les Français en général), les contestataires peinent à joindre les deux bouts. Beaucoup sont à découvert dès le 17 du mois... sinon en permanence. Ils traquent les prix les plus bas pour s'acheter de quoi manger, et plus encore pour s'habiller. Sept Gilets jaunes sur dix avouent même avoir différé ou renoncé à des soins médicaux ! Déjà sur la corde raide -bien que les actifs soient majoritaires dans le mouvement et les ouvriers surreprésentés par rapport à la moyenne nationale-, leur situation financière, affirment-ils, s'est en plus dégradée au cours de la dernière année.

Ces Français qui se revendiquent Gilets jaunes ressentent encore plus que les autres le choc des inégalités (à 87 %, contre 80 %... ce qui est déjà colossal). « Pas nécessairement les inégalités de revenus, précise Laurent Bigorgne, patron de l'institut Montaigne. Mais les inégalités de tous les jours, qui font se demander si son enfant est dans la bonne école, si on accède au bon médecin spécialiste à l'hôpital, si on va avoir la bonne formation professionnelle, les bons moyens de transport. Bref, ils se révoltent contre les inégalités d'accès, contre ceux qui ont tout parce qu'ils ont les bons réseaux. »

Au total, le sentiment qui domine est que la promesse d'un service public de qualité pour tous, n'est pas tenue. Pas étonnant, dès lors, qu'un « Gilet jaune sur deux considère que les impôts et les taxes qu'il paye sont inutiles (51 % contre 35 %) », révèle l'étude Elabe-Montaigne.

Reste que si beaucoup vivent dans des communes rurales et dans les villes de moins de 20 000 habitants, où ils ont tenu des ronds-points tout l'hiver se relayant autour des braseros, les gilets sont présents « partout sur le territoire », note Sananès. « Dans les banlieues, les agglomérations, même en Île-de-France, où 17 % des personnes sondées ont porté en étendard la chasuble fluo. » Phénomène très observé, cette solidarité, aussi soudaine et spontanée, qui a surgi autour des ronds-points. Pour 47 % des Gilets jaunes, le seul acteur en qui ils ont confiance, sont « les gens qui vivent autour d'eux ». « Des gens qui sont et qui parlent comme nous », développe le patron d'Elabe. Côté politique, s'ils ont relativement confiance dans les maires -ainsi que dans les associations- ils rejettent en revanche les responsables nationaux. Laurent Bigorgne se dit frappé par « un phénomène de sécession politique : ils les jugent inefficaces dans tous les domaines, et n'attendent rien d'eux ». Pas plus du grand débat, d'ailleurs. Pour ces abstentionnistes, et pour ceux qui votent, proches des partis extrêmes -surtout le RN de Marine Le Pen-, le rejet de Macron est sans retour. L'Europe n'a pas plus la cote : 61 % d'entre eux jugent que l'UE apporte plus d'inconvénients que d'avantages, alors que ce sentiment est minoritaire dans l'ensemble de la population. Même si cette crise, exceptionnelle par sa durée, ne mobilise plus autant, l'enquête est, de ce point de vue, sans ambiguïté : les fractures, les blessures et l'exaspération qu'elle exprime ne sont pas près de se refermer. Le Parisien 20 mars 2019

En direct du ministère de la Vérité ou la fabrique du consentement à l'oeuvre.

- France: Le soutien aux "Gilets jaunes" en chute après le 16 mars, selon un sondage - Reuters 19.03

La part de Français disant approuver le mouvement des "Gilets jaunes" a subi une forte baisse après les violences qui ont émaillé le 18e samedi de mobilisation, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi. Reuters 19.03

LVOG - 53%. Combien pour Macron ? 5,10%?

En complément. Deux ans plus tôt : Dehors Macron !

- Quatre ans après son élection, Justin Trudeau ne fait plus rêver personne - Slate.fr 19.03

- Politique : 43% des Français pensent que la démocratie fonctionne bien dans notre pays, selon un sondage - Franceinfo 19.03

C'est ce que révèle une étude Viavoice, réalisée pour la Fondation Jean-Jaurès et La Revue civique, publiée mercredi. Franceinfo 19.03

Quand les élites au service de l'oligarchie sont mises à contribution.

- En dépit des turbulences, Macron poursuit le grand débat avec des intellectuels - LeFigaro.fr 19.03

Le Figaro a noté, sans rire que : "Les gilets jaunes sont toujours au cœur des discussions, même s'ils sont observés avec un peu plus de distance que lors des précédents débats."

LVOG - Normal de la part des élites corrompues.

Le Figaro - Emmanuel Macron voulait prendre de la hauteur, il en prend. Devant les intellectuels, il s'explique d'ailleurs sur la raison de ce débat: il a besoin d'eux et de l'autorité naturelle que leur confère leur savoir à l'heure où «tout se vaut». «Les intellectuels ont un rôle à jouer, ils ont la responsabilité de structurer le débat. Je crois à cette forme de médiation», assure le chef de l'État. Comme pour déplorer que lui, les Français ne l'écoutait plus. LeFigaro.fr 19.03

La pauvre malheureuse, elle n'avait pas toute sa tête, en a-t-elle une au moins ?

- Grand débat: Dominique Méda regrette d'être tombée dans le "piège" de Macron - Le HuffPost 19.03

La normalienne, conseillère de Benoît Hamon lors de la dernière présidentielle, le dit d'emblée: "après celui avec les maires, c'était au tour des intellectuels de tomber dans le piège : car de débat il n'y en eut point". La chercheuse regrette autant la forme que le fond de ce rendez-vous organisé à l'Elysée, et auquel plusieurs personnalités ont refusé de participer. Le HuffPost 19.03

LVOG - Est-elle normale ? Elle est chercheuse, moi je suis balayeur, maçon, caissière, ouvrier agricole, employée de bureau, chauffeur- livreur, aide-soignante, etc. c'est marrant, j'ai l'impression d'en savoir plus qu'elle. Mais alors qui doit gouverner ? Nous, vous et personne d'autres !

L'exécutif qui, après avoir été pris de court le 17 novembre par l'éruption du mouvement des "Gilets jaunes", espère pouvoir tourner définitivement la page de la crise à la faveur du "grand débat national" qui a pris fin vendredi.

Multipliant les débats sur le terrain avec des élus, le chef de l'Etat a notamment repris des couleurs dans les sondages et s'apprête, après une dernière phase de conférences régionales citoyennes, à annoncer une série de mesures "disruptives" et "précises" à partir du mois d'avril . Reuters 19 mars 2019

Commentaires d'Internautes

1 - Des intellectuels au service du pouvoir réunis pour "structurer", quelle belle et finale illustration de la vaste pantalonnade que constitue cette opération de communication.

2 - Enfumage total que ce débat pour gagner du temps ! Personne n'est dupe d'un Macron en campagne d'une incompétence crasse, pas le costard du gouvernant, la fuite en avant et rien d'autre...pauvre France

3 - Pas mal d'intellectuels ont refusé l'invitation, mais d'autres voient leur intérêt à être présent! Macron veut savoir a qui se fier pour enfumer les Français!

4 - C'est tourné, encore une fois, le dos à une tranche de population simple, qui ne l'intéresse pas, autrement que pour justifier, devant les caméras, le démarrage de sa campagne !! Je trouve que c'est plus humiliant que louable que de vouloir sortir du Grand Débat de cette manière.

LFI est responsable de cet amalgame en refusant de rompre avec le régime et l'UE.

- Comparée à Marine Le Pen, Danielle Simonnet quitte BFMTV - Le HuffPost 19.03

Le député LREM Olivier Véran n'a pas hésité à comparer la responsable Insoumise Danielle Simonnet à la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen. Le HuffPost 19.03

Travail, famille, patrie ! Quand le "Grand Débat" tourne à guignol !

Ces scélérats vont jusqu'à instrumentaliser les enfants.

- On a demandé aux enfants du Grand Débat comment mettre fin à la crise des gilets jaunes - Le HuffPost 21 mars 2019

"Réduire le plastique", "ouvrir des locaux pour les SDF", "stopper le harcèlement": une centaine d'enfants âgés de 8 à 14 ans ont planché ce mercredi 20 mars pour le grand débat sous l'œil attentif de Brigitte Macron et du secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'Enfance Adrien Taquet.

Quatre ateliers ("être solidaire", "tous citoyens", "préserver la planète", "lutter contre les violences") ont préparé le débat proprement dit dans l'après-midi à la Cité des sciences et de l'industrie.

Avant tout, ils préconisent d'écouter les gilets jaunes et de "leur donner ce qu'ils veulent"

À 18h, il faut conclure car certains reprennent le train. Adrien Taquet promet que "les conclusions des ateliers seront transmises au grand débat" et propose la création d'une "chambre de l'avenir" qui associerait les enfants aux travaux du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Le HuffPost 21 mars 2019

LVOG - C'est beau la collaboration de classes, le formatage des esprits au néolibéralisme, au nihilisme dès l'âge de 8 ans, pour en faire des schizophrènes endurcis. L'apprentissage de l'idéologie capitaliste dès la plus tendre enfance, rien de tel pour en faire des esclaves lobotomisés et serviles ou tuer avant qu'elles n'apparaissent leurs aspirations à la justice sociale et à la liberté, à la paix.

En famille au chevet de Macron et du régime.

- "Gilets jaunes", ordre public et fiscalité: débat animé entre chefs de parti - AFP 21 mars 2019

De Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon en passant par Olivier Faure et Laurent Wauquiez, les oppositions se sont ligüées pour dénoncer la gestion de l'ordre public par l'exécutif, dans un débat télévisé entre chefs de parti qui a également fait la part belle aux questions de fiscalité.

A deux mois des élections européennes, François Bayrou (MoDem), Olivier Faure (PS), Stanislas Guerini (LREM), Marine Le Pen (RN), Jean-Luc Mélenchon (LFI) et Laurent Wauquiez pour Les Républicains (LR) ont débattu pendant environ deux heures et demie sur BFMTV sur les moyens de sortir de la crise des "gilets jaunes". AFP 21 mars 2019

Près de neuf Français sur dix (86%) pensent qu'il faudra "réorienter la politique économique et sociale", selon un sondage Viavoice. AFP 21 mars 2019

Quand Mélenchon le faussaire fait du Macron.

- Mélenchon sur les violences: "Pas ça les jeunes!" - AFP 21 mars 2019

"Pas ça les jeunes!": le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a conjuré mercredi les manifestants de ne pas s'engager "dans une escalade de l'affrontement" et privilégier "la voie politique du débat" pour sortir de la crise des "gilets jaunes".

"Avec toute l'expérience de ma vie politique, pas ça les jeunes, faites pas ça! Parce que ça ne nous mène nulle part, dans une escalade de l'affrontement, et à la fin c'est les meilleurs qui meurent!"

"Je crois à un changement révolutionnaire du pays, avec le bulletin de vote", a-t-il ajouté. AFP 21 mars 2019

LVOG - Autant dire que vous pourrez attendre indéfiniment tout "*changement révolutionnaire*", tout changement de politique, de régime. C'est tout le personnage, un serviteur du régime.

Dans quel camp se situe-t-il ? Qui protège-t-il ? Le régime, l'ordre établi.

- La France au seuil d'une révolution? Le sondage alarmant de l'Ifop - sputniknews.com 20.03

Pour 39% des Français, il faudrait une révolution pour changer la situation du pays, tandis que 50% considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes, selon un sondage Ifop pour Atlantico. Seuls 3% des Français estiment qu'il n'y a pas besoin de changements.

Pour David Nguyen, directeur conseil en communication au Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop, «il s'agit d'un chiffre absolument spectaculaire. [...] Même si nous ne savons pas exactement ce qu'ils mettent derrière ce mot ["révolution"], c'est la marque d'une radicalité très présente au sein de la société», souligne-t-il.

Qui plus est, ce chiffre est beaucoup plus élevé que dans tous les autres pays européens que l'institution a analysés. Il témoigne aussi d'«un niveau de tension politique élevé», selon M. Nguyen. «On voit bien que, malgré un Grand débat presque terminé, le niveau de radicalité n'a pas du tout baissé».

D'après les derniers sondages de l'Ifop, 54% des Français soutiennent les Gilets jaunes. Ce soutien global a peut-être baissé après un acte 18 particulièrement violent, mais ce mouvement gardera probablement encore la sympathie de plus de 40% de la population, et ce malgré la dramatisation des violences, avertit l'expert.

Les sentiments négatifs sont encore plus partagés en France que dans les autres pays européens, a fait ressortir David Nguyen, indiquant que les trois items qui y arrivent en tête sont «déception» (38% des sondés), «colère» (32%) et «dégoût» (28%).

«On voit une France au bord de l'implosion», a finalement constaté l'expert. En effet, 81% des Français estiment que l'opposition entre le peuple et les élites sera forte à court terme. sputniknews.com 20.03

LVOG - Au futur, pourquoi pas au conditionnel pendant qu'ils y sont ! Voilà qui nous fournit une marge assez large, non ? Tout dépend ce qu'on en fera, car pour le moment c'est plutôt mal barré !

Plus les masses se radicalisent, plus leurs représentants officiels ou autoproclamés penchent à droite.

- «On va vers la révolution»: des manifestants à Paris dénoncent la violence sociale. - sputniknews.com 19.03

Une autre manifestante, Michèle, qui portait un gilet jaune, a commencé par saluer la décision des syndicats d'organiser une action de protestation pour protéger le peuple alors qu'il n'y avait jusque-là «que les Gilets jaunes».

À son avis, «on va vers la révolution» et seul le départ du gouvernement et la tenue de nouvelles élections pourraient régler la situation qui pourrait encore s'aggraver après la décision annoncée par le Premier ministre Édouard Philippe de prendre des mesures exceptionnelles pendant les manifestations.

La grève nationale, qui s'est tenue ce mardi en France à l'initiative des syndicats CGT et FO, mais aussi d'organisations de jeunes, devrait montrer au gouvernement la nécessité d'écouter les revendications du

peuple pour éviter la montée de violences et une révolution, ont estimé plusieurs manifestants interrogés par Sputnik.

Des participants à la journée de manifestations et de grèves organisée ce mardi à l'initiative de syndicats ont expliqué à Sputnik pourquoi ils étaient descendus dans la rue. Selon eux, les violences enregistrées pendant la mobilisation des Gilets jaunes ne sont rien par rapport à la violence sociale dont le gouvernement est responsable.

«S'il y a quelques vitrines cassées, tant pis. Mais la pire des violences, c'est de voir tous ces gens qui dorment dehors, qui n'ont pas de logement, qui n'ont pas de boulot. C'est une violence sociale dont on ne parle jamais. Et c'est la pire» dans un pays assez riche comme la France, a indiqué un retraité, Marc.

«La violence sociale qu'on vit depuis des années, cela, c'est une réelle violence: ne pas pouvoir nourrir ses enfants, d'être dans la galère [...]. C'est de la violence qu'on vit au quotidien. Le mettre en relation avec quelques vitrines, non [...]. On en est là, en France. Il y a tant de SDF, de gens qui vivent sous le seuil de pauvreté. C'est les émeutes de la faim et tout peut aller dans n'importe quel sens», a noté Michèle à Sputnik.

«Pourquoi les gens ont commencé à aller dans la rue? Parce que ce sont des gens qui n'ont pas de quoi vivre, qui ne peuvent élever correctement leurs enfants, qui vivent dans la misère, qui cherchent du travail et qui n'en trouveront jamais. C'est une vraie violence de la part du gouvernement de mettre les gens dans cette situation», a déclaré Annick. sputniknews.com 19.03

Totalitarisme. Etat policier. L'ordre des casseurs.

Leur humanisme est bien la politesse des salauds...

Christophe Castaner " Je voulais qu'il soit clair que nous ne devons avoir aucune pudeur à rétablir l'ordre."

- La «consigne de la plus grande fermeté» qu'il avait réclamée, a-t-il assuré, «n'a pas été exécutée convenablement» pour faire face à la «menace» de 1500 black blocs et de «8500 casseurs présents, prêts à tout, prêts à tuer». Le Figaro 20 mars 2019

Pudeur, valeurs, morale, dignité, honte, autant de choses qu'il ignorera toujours...

"Il faut qu'il reprenne de la respiration. La séquence est difficile. Mais il faut aussi que l'on réfléchisse dans le temps long. Rappelez-vous Cazeneuve après Sivens (la mort du manifestant Rémi Fraisse tué en 2014 par une grenade, ndr), on disait qu'il était carbonisé, qu'il allait traverser le désert et six mois plus tard c'était le meilleur ministre de l'Intérieur. Le couple de l'Intérieur (avec son secrétaire d'Etat, Laurent Nuñez) fonctionne bien", veut croire un proche du chef de l'Etat. AFP 20 mars 2019

LVOG - Traduire : Castaner peut encore se permettre de tuer un manifestant...

Etat policier. L'engrenage de la répression policière et judiciaire. Le tout sur fond d'amalgame entre black blocs et manifestants

Ce mardi matin 19 mars j'ai lu huit articles d'agence de presse ou de médias aux ordres, aucun n'a mentionné les black blocs et tous à la suite de Macron, Philippe, Castaner ont imputé les violences de samedi dernier aux Gilets Jaunes et autres manifestants. Le lendemain Le Figaro les mentionna. Je n'avais lu que les titres des articles proposés par la page politique de Yahoo.news, je n'ai pas eu le temps de consulter tous les médias.

"Gilets jaunes": Philippe défend une "réponse ferme" mais plus risquée - AFP 19 mars 2019

Edouard Philippe a défendu lundi la "réponse ferme" de l'exécutif face aux graves violences commises samedi à Paris lors des manifestations des "gilets jaunes", tout en reconnaissant que la nouvelle stratégie représentait "plus de risque" de blessés entre forces de l'ordre et manifestants. AFP 19 mars 2019

- "Gilets jaunes": le préfet limogé, des manifestations interdites - AFP 19 mars 2019

Le Figaro - Une tête et un tour de vis. Ainsi peut-on résumer les mesures annoncées par le premier ministre. La tête, c'est celle du préfet de police, Michel Delpuech, remplacé par le préfet de Nouvelle-Aquitaine, Didier Lallement, qui, à Bordeaux, est confronté depuis des mois aux violences lors des manifestations de «gilets jaunes».

- Le tour de vis prend la forme d'une série de mesures tous azimuts. - Le Figaro 18.03

AFP - Limogeage du préfet de police de Paris, interdictions de manifester et augmentation des amendes : Édouard Philippe s'est voulu ferme, lundi, en annonçant plusieurs mesures après les violences et pillages survenus à l'occasion du 18e samedi de manifestations des "gilets jaunes".

Le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, régulièrement donné partant entre affaire Benalla et polémiques à répétition sur la gestion de l'ordre public dans la capitale, en a fait les frais.

Il est remplacé par Didier Lallement, jusqu'alors préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, dont le chef-lieu Bordeaux est l'un des épïcètres de la crise des "gilets jaunes" et de ses débordements hebdomadaires.

M. Lallement, 62 ans, réputé pour avoir un caractère bien trempé, est une figure connue de l'exécutif, bien que n'ayant jamais exercé à la préfecture de police de Paris : influent secrétaire général du ministère de l'Intérieur de 2012 à 2014, il avait ensuite été nommé à la Cour des comptes.

Édouard Philippe a par ailleurs annoncé l'interdiction de manifester "chaque fois qu'il le faudra", dans les quartiers "les plus touchés", "dès lors que nous aurons connaissance d'éléments "ultras" et de leur volonté de casser", en citant les Champs-Élysées à Paris, les place du capitole à Toulouse et Pey-Berland à Bordeaux - des mesures qui vont "dans le bon sens", selon le nouveau maire de Bordeaux, Nicolas Florian (LR).

Le Premier ministre a encore indiqué avoir demandé à la Garde des Sceaux, Nicole Belloubet, de porter l'amende encourue en cas de participation à une manifestation interdite de 38 à 135 euros.

En déplorant que "des consignes inappropriées (aient) été passées pour réduire l'usage" des lanceurs de balle de défense (LBD) - selon lui non pas de la part du gouvernement, en visant implicitement la préfecture de police -, il a dit sa volonté de "renforcer la fermeté de notre doctrine de maintien de l'ordre".

Interrogé lundi soir sur les conséquences de nouvelles consignes d'aller davantage au contact, le Premier ministre a reconnu que "si nous avons une stratégie qui permet aux forces de l'ordre d'être plus mobiles, d'être plus dynamiques, d'être plus fermes, il y a plus de risques" de blessés.

Les détachements d'action rapide vont être transformés en unités anticasseurs "dotées d'une capacité de dispersion et d'interpellation" susceptible d'intervenir rapidement.

Afin de procéder à davantage d'interpellations, des officiers de police judiciaire vont être déployés "au plus près du terrain" et des "moyens supplémentaires de transport" vont être mis en place, a poursuivi Édouard Philippe, évoquant également le recours aux drones et aux produits marquants.

"On va utiliser tous les moyens de droit et toute la mobilité, tout le dynamisme dont nous pouvons faire preuve, pour répondre à ceux qui viennent mettre en cause les forces de l'ordre ou la propriété privée", a-t-il ajouté.

"Jusqu'à présent, nous avons voulu faire très attention et nous voulons toujours faire très attention aux débordements, aux accidents, à la sécurité des personnes, mais nous constatons que le déchaînement de violence justifie une réponse ferme. Je l'assume, je l'explique", a-t-il souligné.

Les violences font leur retour au premier plan alors que le gouvernement espérait sortir de la crise avec le grand débat national pour lequel le président n'a pas hésité à mouiller la chemise, enchaînant débats-marathons avec élus et citoyens.

L'exécutif s'est donné jusqu'à la mi-avril, avec une prise de parole prévue du président Macron à ce moment-là, pour décider ce qu'il compte faire des très nombreuses propositions qui ont émergé. AFP 19 mars 2019

- Castaner veut des poursuites contre Drouet et Nicolle - Le HuffPost 18.03

Le gouvernement, par la voix d'Edouard Philippe, a annoncé ce lundi son intention de saisir la justice à chaque fois que les actes de violences survenus lors de manifestation de gilets jaunes seront "glorifiés", en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale.

Le bras de fer se poursuit entre l'exécutif et les leaders de la contestation des gilets jaunes. Sur LCI ce lundi 18 mars, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a annoncé des poursuites contre les deux figures de proue de la mobilisation, Éric Drouet et Maxime Nicolle, après les violences observées samedi sur les Champs-Élysées.

"Vous vous rendez compte que ces deux personnages sont fiers -ils ont utilisé ce mot- que quelqu'un ait mis le feu à un immeuble d'habitation, au risque de voir périr des familles entières à l'intérieur?", s'est indigné le "premier flic de France", accusant les deux leaders officieux d'"alimenter cette violence". Et le ministre de poursuivre: "je souhaite non seulement qu'il y ait des poursuites pénales, mais il faut aussi qu'ils assument financièrement la casse (...) il faut qu'ils remboursent" Le HuffPost 18.03

- Christophe Castaner, tête de turc des gilets jaunes - huffingtonpost.fr 19.03

"Mutilator", "assassin", "Castaner nasse ta mère", "mafieux"... Si tous les ministres de l'Intérieur ont eu droit à leur lot d'injures dans les manifestations, rarement "premier flic de France" n'aura été autant conspué dans la rue que ne l'est Christophe Castaner. Nommé place Beauvau en octobre 2018, un mois à peine avant le début de la crise des gilets jaunes, l'ancien maire socialiste de Forcalquier devenu le joker de la Macronie s'est rapidement imposé comme la principale tête de turc des contestataires en veste fluo, juste derrière leur bête noire, le président Emmanuel Macron.

Le ministre de l'Intérieur : "Il n'est pas normal qu'une stratégie définie par le ministre au nom du gouvernement puisse être aménagée" à son insu, a-t-il affirmé sur LCI, soupçonnant que "des consignes ont été données en dessous du préfet de police" pour lever le pied sur les tirs de longue portée des LBD.

Après le fiasco de samedi, le premier ministre Edouard Philippe a repris la main et a annoncé lui-même la nouvelle doctrine qui s'appliquera désormais: plus grande autonomie aux forces sur le terrain, unités anticasseurs pouvant disperser et interpellier dès les premiers troubles, nouveaux matériels déployés (recours aux drones, produits marquants, vidéosurveillance", officiers de police judiciaire sur le terrain pour procéder aux interpellations... Un acte d'autorité qui place une nouvelle fois le ministre de l'Intérieur sous tutelle, lui qui est déjà chaperonné par un secrétaire d'Etat expert ès-sécurité, Laurent Nuñez, ancien directeur général de la Sécurité intérieure. huffingtonpost.fr 19.03

- Gilets jaunes : les militaires de "Sentinelle" en renfort pour l'acte 19 - euronews 20 mars 2019

Les militaires de l'"Opération Sentinelle" seront déployés en renfort samedi à Paris lors de l'acte 19 des "gilets jaunes". L'annonce, faite ce mercredi par le gouvernement français, s'inscrit dans la série de mesures sécuritaires, décidées après un nouveau week-end de violences dans la capitale française. euronews 20 mars 2019

Dans la matinée, le porte-parole Benjamin Griveaux avait annoncé la couleur : « On va mettre le paquet. Paris devra avoir des allures de forteresse imprenable. » Le Parisien 21 mars 2019

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

1 - Ah les querelles de cour pour distraire l'attention et essayer de nous faire croire que les journaux appartenant aux amis de manu sont indépendants....

90% de la presse appartient à des gens grâce à qui manu est devenu président, et certains de ces propriétaires sont devenus riches grâce -et uniquement -à la compromission de l'état. Branco nous l'a bien expliqué hier.

Donc pour moi, mises en scène, et cette lettre ne parle même pas d'agences qui ont été carrément interdites !

Bref, faut faire croire au peuple qu'il y a opposition de la presse alors que tout ce petit monde fait partie du même entre-soi parisien

Rien de nouveau sous le soleil,

2 - Peut-on encore parler de démocratie en France.

Ce pouvoir est proche d'un régime dictatorial mais surtout est incapable de gérer notre pays.

La liberté de la presse n'est qu'une illusion.

Nous sommes d'ailleurs très mal classé tant pour la liberté de la presse que pour le fonctionnement démocratique.

Un pays dans lequel, 20% des électeurs ne sont quasiment pas représentés ne peut pas être considéré comme un pays démocratique

Enfin continuer à parler de pays des droits de l'homme est presque risible et très éloigné de la vérité.

La répression a atteint une violence inouïe comparable à des pays dictatoriaux.

3 - Au niveau gouvernement, on souhaite qu'une chose ; pourrir les manifestations des GJ ; les portes sont grandes ouvertes aux casseurs, résultats beaucoup de dégâts, beaucoup d'arrestations ; mais surtout chez les GJ et pas chez les cagoulés pourtant biens reconnaissables, mais on ne les voit pas. Bizarre vous avez dit bizarre. Et pendant ce temps Jupiter fait du ski à la Mongie, et le voyou de Matignon se saoule et fricote dans une boîte de nuit. Vive la France.

Les pourris sont au pouvoir.

4 - Gilets jaunes = séditieux, haineux, anti...

Pravy Sektor = démocrates, résistants, sympa et cool

LVOG - Pravy Sektor, un parti ukrainien néonazi ayant participé à l'Euromaïdan cher à BHL et Glucksmann, au PS, Générations, EELV, etc.

5 - Les exemples se ramassent à la pelle.....Les islamistes modérés qui deviennent daesh, les moudjahiddins afghans les talibans, l'opposition démocratique libyenne des marchands d'esclaves.....Mais dans le foutage de gueule et la couverture médiatique, le Venezuela est un cas d'école chimiquement pur.

6 - Relire les journaux ? Madame Pologny enfin, les journaux sont le copier-coller de la télévision et appartiennent aux mêmes, vous le savez bien ! Que vous affirmiez que cela est le signe de renouveau démocratique m'a fait bien rire ce matin, merci ! D'autant plus qu'ayant passé des semaines sur un rond-

point, jamais je n'ai entendu ça, bien au contraire, les médias sont comme le gouvernement rejetés par les gens d'en bas.

Quand au premier intervenant, je n'ai rien compris à son exposé, mais rien du tout, c'est sans doute parce que je ne suis "rien" !

Ensuite, faire une conférence à SP (Sciences Po - LVOG) sur le sujet de la démocratie quand on sait que les élèves sont élevés dans l'entre-soi favorisé et hors-sol du vrai peuple, ouaiche...

C'est une farce ou quoi ?

7 - Oui de toute évidence Mme Polony aime les farces.

Étant elle même directrice de Marianne.

Détenu bien évidemment par un oligarque.

Polony c'est l'opposition contrôlée.

L'opposition "Establishment" compatible.

8 - L'opposition "canada dry"... ça ressemble à de l'opposition, ça utilise les mots de l'opposition mais ça ne sert qu'à ratisser vers le système les brebis qui s'égareront.

Le système préfère une opposition contrôlée que pas d'opposition du tout. Sinon ça se verrait qu'on est dans un système unique.

9 - "Sur la reconquête démocratique" avec Natacha Polony !?

Bonjour la (mauvaise) plaisanterie.

Bien sur, beaucoup de choses intéressantes de dites et ce débat .. à "Sciences po".

A "sciences po", justement, là où l'on forme (ou déforme) les esprits en fonction de besoin de l'ultralibéralisme; paradoxe.

Lorsque "Marianne" (Natacha Polony) fait un numéro sur la "quenellisation des esprits", plus besoin de "grands discours". "Ite missa est", la messe est dite : Contestation des gouvernements et des pratiques journalistiques; tout étant soumis et "chien de garde" du "système ultralibéral".

Un peu de réformisme; mais pas de révolution, pas de contestations réelles.

De la "poudre aux yeux" et tromperie du peuple... Comme toujours.

10 - Après, l'accès à l'école, parlons-en, qui peut déboursier plus de 13 000 euros par an pour s'inscrire à SP je précise, il y a obligation de faire un stage à l'étranger (les USA au pif !)? Si ce n'est les fils et filles de ? Qui sont d'ailleurs l'auditoire de cette conférence...

Peut-être qu'on pourrait récupérer un peu de démocratie en obligeant l'assemblée nationale à avoir 30% d'ouvriers comme députés ? Et interdire à des Attali l'accès aux plus hauts postes sans avoir au préalable travaillé en vrai au bien commun!

11 - J'étais abonné à Marianne qui restait le seul hebdo à peu près lisible mais j'ai fini par abandonner. Marianne est aux mains d'un oligarque étranger avec des éditorialistes insupportables genre Julliard ou Fourest.

12 - Madame Poliny voudrait encore nous faire croire que les décisions politiques des ultra-riches sont adoptées pour notre bien et que les Gilets Jaunes se révoltent uniquement contre le fait de ne pas avoir été consultés.

Non, la révolte a avant tout lieu contre le fait que ces décisions sont prises pour avantager les ultra-riches contre les intérêts des peuples.

A l'image des 80 km/h, qui n'a pas été décidée pour sauver des vies mais pour faire payer aux pauvres des travaux qui bénéficient aux propriétaires et actionnaires des entreprises qui vont mettre en place les infrastructures de ces 80 km/h (panneaux, taxes...). Ceux-là qui sont les amis de nos politiques.

Les Gilets Jaunes ne se battent pas seulement pour leur autonomie. Ils se révoltent contre la prédation, le vol structuré et organisé par une petite poignée de gens qui ont les rennes du pouvoir et qui les réduisent à l'esclavage voire à néant : des gens qui ne sont rien.

Sur le bloc Les Crises.fr. Après la dépublication de l'interview (thinkerview) de Juan Branco les lecteurs donnent leurs avis.

(<https://www.youtube.com/watch?v=yEtmZKE5jhw>)

1 - Mais késako ? Alors comme ça on publie, dépublie...

Cette vidéo montrait trop les dessous de la corruption ? il reste le livre en PDF même si il y a bcp de fautes d'orthographe et même des mots manquants !

Surtout, vu la dépublication de l'entretien, enregistrez tout ! Olivier (le patron de ce blog - LVOG) nous expliquera sans aucun doute pourquoi il a dépublié ce billet.

2 - Oui on aimerait bien savoir.

Mais bah on peut s'en douter...

M. Berruyer de toute évidence navigue entre, d'une part, la position de Natacha Polony. C'est à dire une opposition contrôlée "Establishment" compatible. Du type réformateur : tout changer pour surtout ne rien changer dans l'ordre des choses.

Et d'autre part la position de l'opposant radical comme Juan Branco qui est pour renverser la table.

La radicalité des positions de Juan Branco serait-elle trop dangereuse pour Les Crises ? L'oligarchie dirait un peu trop rouge brun ?

Liberté d'expression et d'opinion ? Faudrait pas trop abuser non plus !

3 - Juan Branco est jeune et impulsif ! Je l'aime bien et lui souhaite un brillant avenir public.

Simplement dans cette vidéo il tient des propos qui pourraient être qualifiés de diffamatoires s'ils n'étaient sources.

Que le site Les Crises soient prudent à ce propos me semble et justifie et opportun !

4 - C'est sûr étant avocat de Assange. Il ne connaît pas les risques du métier et il n'a pas pris les précautions nécessaires.

Oui, oui, Marx aussi était jeune et impulsif...

Mais faudrait quand même pas abuser dans la radicalité.

Et Hop à Cayenne à casser des cailloux. Ça lui remettra un peu les idées en place au Juan.

5 - Y a pas censure de la part de Berruyer juste de la prudence, bien compréhensible.

6 - Juan Branco chatouille l'égo de beaucoup de monde dans cette vidéo. Peut-être que quelques passages (il en suffit d'un en fait) prêtent à diffamation ou tout autre chose du même genre. Des sites comme "Les crises" qui sont déjà dans le collimateur doivent être très prudents.

Déjà 300000 vues depuis mercredi dernier (le 13 mars).

LVOG - Ils se ménagent les uns les autres, c'est beau tout de même la fraternité des nantis et des bonnes consciences !

N'oubliez pas que monsieur Berruyer travaille pour des banquiers ou des institutions financières...

Le sionisme : "C'est cette idéologie toxique qui a donné naissance à l'État d'Israël."

- Le rabbin Gabriel Hagai : « Notre Torah est basée sur la justice, l'amour, l'humilité, l'inclusion. Tout le contraire des « valeurs » du sionisme construites sur l'orgueil, l'oppression, la haine et l'exclusion. » - afrique-asie.fr 11 mars

Extraits. Suite à la polémique populaire récente autour de la définition du « sionisme » – et donc de la nature de l'opposition à cette idéologie –, je pense qu'il est important d'apporter ici quelques éclaircissements (en tant que juif orthodoxe séfarde franco-israélien).

Le sionisme est un projet politique séculaire d'origine européenne qui usurpe l'identité juive pour la transformer en nationalisme primaire. C'est donc par définition un mouvement raciste, exclusiviste et hégémoniste, de facto faiseur d'apartheid. C'est cette idéologie toxique qui a donné naissance à l'État d'Israël. Or, avant cela, les juifs n'ont jamais été nationalistes, ni par leur histoire, ni par leur religion.

L'amalgame entre « sionisme » et « judaïsme » est souvent dû au fait que ce premier est un mouvement nationaliste juif, s'adressant aux juifs, et dont le but est l'établissement d'un pays juif souverain (l'État d'Israël) parlant une langue juive (l'hébreu en l'occurrence). Du coup, le qualifier de « judaïsme » devient séduisant pour certains. Mais c'est complètement méconnaître l'idéologie même du sionisme dont le but est de remplacer la Torah (c'est-à-dire l'observance des préceptes bibliques mosaïques) par du nationalisme. Être juif, pour le sionisme, c'est être un citoyen de l'État sioniste, pour lequel toute pratique religieuse est superflue, voire à combattre.

Le sionisme est donc l'adversaire idéologique de la Torah (de la religion juive). Certes, il existe un mouvement sioniste religieux, centré autour de la pensée de R. Tsevi-Yehuda Kook (1891-1982), mais nombreuses y sont les incohérences, les réductions et les contradictions vis-à-vis des sources religieuses juives authentiques.

Il faut bien comprendre qu'il n'existe pas plus de lien entre le sionisme (l'État d'Israël) et la Torah – malgré la judaïté des sionistes – qu'entre le Ku Klux Klan et l'Église Catholique (bien que les klanistes soient chrétiens) ou qu'entre le FLN algérien et l'islam (bien que ses membres soient de culture arabo-musulmane). Donc, on ne peut pas plus affirmer que l'État israélien représenterait LES juifs (tous les juifs, et le judaïsme en plus), que le Gouvernement algérien représenterait les musulmans ou le Texas les chrétiens.

Malgré tout cela, l'État d'Israël utilise plusieurs sophismes afin de s'établir en représentant légitime et exclusif du Peuple d'Israël. La liste est longue et fallacieuse, et je n'en aborderai ici que quelques-uns de ses éléments.

Le point le plus important de la propagande sioniste est de « favoriser le "retour" du Peuple juif en Terre d'Israël » ! Or, à ma connaissance, des juifs ont de tout temps vécu en Terre Sainte. De quel « retour » parle-t-on alors, vu que les juifs n'ont jamais rompu leur lien à cette Terre ? Du pouvoir politique ?

De plus, ce « Peuple juif » cité ici, qui est-il ? Il me semble que la majorité du Peuple juif ne vit justement pas en Terre Sainte. Qui donc peut s'établir là-bas en représentant exclusif de ce peuple (et délégitimer ainsi les autres juifs vivant ailleurs) ? Et puis, « en Terre d'Israël » – selon quelles frontières ? La Terre d'Israël biblique comprend aussi l'autre rive du Jourdain (la Jordanie actuelle) jusqu'à Damas (en Syrie actuelle). Devrait-on entendre par là qu'il faudrait également que les juifs conquièrent ces territoires afin d'y asseoir leur gouvernance ?

Un autre élément de propagande est l'utilisation ad nauseam de l'argument sécuritaire. Exactement comme en Afrique du Sud lors de l'Apartheid – où les Blancs étaient convaincus par la propagande de maintenir cet état de fait, sinon les Noirs allaient tous les égorger –, ainsi les Israéliens sont manipulés à croire que tous les Arabes veulent leur extermination.

Pour accentuer cette démagogie, le souvenir de la Shoah est agité sans vergogne afin de distiller la peur de l'anéantissement. L'État sioniste garantirait la sécurité des juifs dans le monde. Or, c'est tout le contraire qui se passe ! Le raccourci est aisé : identification entre l'État d'Israël et les citoyens israéliens, puis entre les Israéliens et tous les juifs. Comment empêcher cet amalgame toxique ? Les institutions juives françaises n'aident pas à calmer la situation, au contraire. Leur soutien inconditionnel à l'État d'Israël – et leur fait d'assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme –, ouvre le bal de tous les amalgames. La communauté juive se retrouve prise en otage par l'idéologie sioniste. Les discours s'enflamment de tous les côtés, et le sang juif coule de par le monde.

Il est important de souligner ici que l'identité juive ne s'établit pas vis-à-vis des aléas des persécutions (qui sont des épiphénomènes ne nous définissant pas), mais vis-à-vis de la Torah. C'est elle qui légitime notre histoire et notre identité en tant que peuple (ou plutôt en tant que famille) – du coup, selon moi, un juif sans Torah, même si cela existe de facto, n'a pas beaucoup de sens.

Car nous les juifs sommes une famille, pas une nation au sens politique du terme. Nous sommes la « Famille de Jacob (Bêt-Ya'aqov) », celle de ses descendants – à qui Dieu a donné Sa Torah par Moïse –, et à laquelle on peut appartenir par trois moyens : 1. la filiation, 2. l'adoption (ce qu'on appelle abusivement la « conversion ») et 3. le mariage. C'est pour cela qu'il existe des juifs de toutes les ethnies, fruits des mélanges entre nos populations originelles du Moyen-Orient et les peuples qui nous ont accueillis tout au long de notre histoire. Ainsi nos gènes sont communs avec nos sœurs et frères les Palestiniens, qui partagent la même origine que nous.

Notre Torah est justement basée sur la justice, l'amour, l'humilité et l'inclusion. Tout le contraire des « valeurs » du sionisme construites sur l'orgueil, l'oppression, la haine et l'exclusion. Selon notre Torah, on ne saurait donc établir une société saine sur l'injustice envers ne fût-ce qu'une seule personne (fût-elle non-juive) – a fortiori envers un peuple tout entier.

Les juifs sont donc les premières victimes de l'arnaque sioniste (la liste est longue). Les seconds en sont les Palestiniens qui subissent une occupation violente et un apartheid en règle – quand ils ne sont pas purement et simplement massacrés.

L'expression « antisionisme » peut donc prêter à confusion, car elle est aussi utilisée par ceux qui veulent purifier la Terre Sainte de toute présence juive (par un massacre pur et simple de la population israélienne) – ce qui n'est évidemment pas mon cas, ni le cas de mes amis Palestiniens, ni celui de l'écrasante majorité des gens sains d'esprit. Surtout que je suis plutôt un partisan de la non-violence, un adepte de la paix et de la justice.

Une paix authentique en Terre Sainte ne sera possible que fondée sur la justice pour tous les protagonistes, et non sur la simple absence de violence ou sur le remplacement d'une injustice par une autre. La paix ne se fera pas au détriment des Israéliens et au bénéfice des Palestiniens, ou réciproquement, mais au bénéfice des deux, ensemble.

C'est pourquoi soutenir la paix c'est soutenir les deux camps – pas les discours politiques, bien sûr, ni les gouvernements, mais les habitants eux-mêmes –, et servir de médiateur afin qu'ils trouvent d'eux-mêmes leurs propres solutions à tous leurs problèmes. Je pense que dès la reconnaissance par le Gouvernement israélien de ses erreurs, l'abandon de l'occupation armée et l'octroi de leurs droits aux Palestiniens, qu'il n'y aura alors plus de problèmes (car plus de sionisme).

Pour conclure, en tant qu'opposant à l'idéologie sioniste pour toutes les raisons suscitées (1 à 7, entre autres), j'accepte d'être qualifié d'« antisioniste » par défaut d'un meilleur terme. afrique-asie.fr 11 mars

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6977&lang=fr>

LVOG - Mais ne devrait-on pas être sioniste puisqu'il y a des juifs tout à fait ordinaires qui le sont ? Parce qu'il y avait des travailleurs tout à fait ordinaires qui croyaient dans Pétain, Hitler, Mussolini, Salazar, etc. pourquoi ne serions-nous un peu fasciste ? Parce qu'il y avait des travailleurs tout à fait ordinaires qui croyaient dans le PS ou le PCF, pourquoi ne serions-nous pas un peu social-démocrate ou stalinien, juste un tout petit peu ? NON !

Vous avez vu à quoi peut conduire le manque de rigueur théorique ou idéologique, toutes les compromissions auxquelles on nous a habitué, le fait de s'écarter d'un millimètre de notre terrain de classe, du socialisme, c'est terrible !

En complément.

- Rassemblement pro-Israël face à l'ONU: les USA donnent de la voix - AFP 18 mars 2019

L'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne a manifesté lundi devant l'ONU à Genève pour dénoncer le "sectarisme" dont souffre Israël au Conseil des droits de l'Homme, qui examinait lundi les conclusions d'une enquête sur les violences à Gaza.

Plusieurs centaines de personnes sont venues assister à ce rassemblement, dont la principale revendication était de demander l'abolition dans l'ordre du jour du Conseil des droits de l'Homme du point fixe dédié au traitement des Palestiniens par Israël (le point 7).

Israël est en effet le seul pays avec un point fixe à l'ordre du jour de chaque session du Conseil (trois fois par an), une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont décidé l'an dernier de quitter cet organe onusien.

"Ce n'est pas seulement une forme de sectarisme. C'est un signe de décadence intellectuelle et morale", a déclaré à la foule l'ambassadeur américain, Richard Grenell.

Il a également comparé l'antisémitisme à la "toxicomanie": "Comme la toxicomanie, l'antisémitisme est à la fois une maladie et une source de réconfort" pour les Etats qui condamnent habituellement Israël à l'ONU.

Au même moment, les pays membres du Conseil des droits de l'Homme débattaient de divers rapports présentés dans le cadre du point 7. Ils ont également entendu les conclusions d'une enquête de l'ONU qui accuse des soldats israéliens de possibles crimes de guerre à Gaza.

Dans ce rapport, présenté le mois dernier aux médias, la Commission d'enquête indépendante de l'ONU a accusé l'armée d'avoir intentionnellement tiré sur des enfants, des journalistes, du personnel de santé et d'autres civils au cours des manifestations de Palestiniens dans la bande de Gaza entre le 30 mars et le 31 décembre 2018. Les enquêteurs ont affirmé que les manifestations étaient essentiellement de "nature civile".

Israël a dénoncé ce rapport "partial" et rejeté ses conclusions.

Le président de la Commission de l'ONU, Santiago Canton, a indiqué lundi aux médias qu'il était "personnellement en désaccord" avec le point 7 de l'agenda du Conseil. Mais le fait que l'enquête a été créée par le Conseil des droits de l'Homme "ne signifie pas que le travail de la commission indépendante ne peut pas être objectif".

La semaine dernière, de hauts responsables israéliens venus à Genève ont critiqué point par point l'enquête de l'ONU en reprochant aux enquêteurs d'avoir ignoré des preuves essentielles, comme le rôle du Hamas. AFP 18 mars 2019

LVOG - Peu importe ici qui est le Hamas et ce qu'il fait par ailleurs, ce rapport vise des assassinats commis par l'armée israélienne qui visent des Palestiniens inoffensifs, puisqu'ils sont séparés par un grillage infranchissable.

Barbouzerie. Gladio, la CIA et ses mercenaires sous-traitants.

- Par Moon of Alabama et publié par le Saker Francophone le 15 mars 2019.

Extraits. La CIA est le principal suspect du raid militaire contre l'ambassade de Corée du Nord à Madrid. Elle fait maintenant un effort quelque peu malheureux pour s'en détourner. Le rapport dans lequel des sources du gouvernement espagnol accusent la CIA déclare :

Au moins deux des dix assaillants qui ont pénétré dans l'ambassade et interrogé le personnel diplomatique ont été identifiés et ont des liens avec les services de renseignement américains. La CIA a nié toute implication, mais des sources gouvernementales ont déclaré que la réponse était « peu convaincante ».

Une histoire a été imaginée et publiée dans l'organe préféré de la CIA, le Washington Post. Ce n'est pas la CIA qui a fait cela, écrit le journaliste chargé de la rubrique sur la sécurité nationale au journal, il s'agit d'une organisation spécialisée dans les « changements de régime », contrôlée par la CIA.

Un extrait sous le titre « Un groupe fantôme qui tente de renverser Kim Jong Un a fait irruption en plein jour dans une ambassade de Corée du Nord » :

« En plein jour, des assaillants masqués se sont infiltrés dans l'ambassade de Corée du Nord à Madrid, ont ligoté le personnel, volé des ordinateurs et des téléphones portables, et se sont enfuis à bord de deux véhicules de luxe.

Le groupe responsable de l'opération de fin février est connu sous le nom de Cheollima Civil Defence, une organisation dissidente secrète engagée pour renverser la dynastie Kim», ont déclaré au Washington Post des personnes bien informées de la planification et de l'exécution de la mission. ...

Les personnes au courant de l'incident disent que le groupe n'a agi en coordination avec aucun gouvernement. Les agences de renseignement américaines auraient été particulièrement réticentes pour le faire étant donné le calendrier délicat et le caractère effronté de la mission. Mais le raid représente l'opération la plus ambitieuse à ce jour pour une organisation obscure qui cherche à saper le régime nord-coréen et à encourager les défections massives, disent-ils. Moon of Alabama 15 mars 2019.

La grande mystification de la "transition écologique".

- Les ODD, symboles d'un développement par et pour les multinationales ? - - multinationales.org 7 mars 2019

Adoptés par les Nations unies en 2015, les Objectifs de développement durable (ODD) occupent désormais une place centrale dans la communication de certaines multinationales. Comment en est-on arrivé à ce que Veolia par exemple, légitime la privatisation de l'eau en Inde en s'appuyant les objectifs de développement des Nations Unies ou que Total puisse demander un partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) autour d'un projet d'oléoduc ?

En 2015, les Nations Unies adoptaient solennellement 17 « objectifs de développement durable » (ODD) déclinés en 169 cibles, ainsi que la feuille de route pour les atteindre : l'« Agenda 2030 ». Succédant aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD, 2000-2015), les ODD visent à orienter les flux d'aide au développement et les politiques publiques dans le but d'en finir avec la pauvreté, la faim, les discriminations, les inégalités et les dégradations environnementales. La même année, deux accords internationaux majeurs sont également signés par les gouvernements du monde : le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et l'Accord de Paris sur le climat. Point commun de ces trois accords : ils confient explicitement un rôle majeur aux multinationales dans l'atteinte de leurs objectifs. Et non plus aux seuls États, dont sont ainsi actés les moyens budgétaires limités, l'absence de volonté ou de capacité politique, mais aussi l'utilisation parfois hasardeuse de l'aide au développement.

Les trois grands accords de 2015 sont l'aboutissement d'une dynamique plus ancienne. En 1998, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan consacrait déjà un rapport à « L'esprit d'entreprise et la privatisation au service de la croissance économique et du développement ». Deux ans plus tard, il créait le « Pacte mondial » des Nations unies (aussi connu sous son nom anglais de Global Compact), un programme rassemblant des dizaines de multinationales - y compris des marchands d'armes comme Dassault, Thales ou encore Safran - autour de grands engagements volontaires sur les « droits de l'Homme ». Les ODD représentent pourtant bien une nouvelle étape dans cette logique de privatisation du développement, comme l'illustre le fait que les icônes « officielles » des ODD appartiennent elles-mêmes à une structure privée basée à Londres, liée à un consortium de multinationales, parmi lesquelles Standard Chartered ou Unilever (lire notre article). En l'absence de garde-fous quant à l'utilisation de la référence onusienne, et dans un contexte de confusion des rôles entre public et privé, les risques de dérive sont énormes.

Stratégie de confusion

Les multinationales, en tout cas, ont sauté sur l'occasion. Les ODD ont rapidement été repris par les entreprises françaises dans leur communication et leurs politiques de « responsabilité sociale » (RSE). Parfois jusqu'à l'absurde. Le Crédit agricole par exemple, explique ainsi contribuer à l'objectif 16 « Paix, Justice et Institutions efficaces » en étant « utile » à ses clients... La firme para-pétrolière Vallourec, de son côté, n'hésitait pas à affirmer qu'elle « a l'intention de formaliser ses engagements en faveur des ODD » et notamment de l'objectif 7 « en vue de faciliter l'accès aux énergies propres, dont les énergies fossiles peu polluantes » [1]. Des « énergies fossiles peu polluantes » dont on ne trouve pas trace dans le texte adopté par les Nations Unies.

Dans la même veine, en septembre 2017, Patrick Pouyanné, PDG de Total, a été désigné comme l'un des 10 « pionniers » des ODD par le « Pacte mondial » en raison de son ambition de porter à 20% le taux d'énergies bas carbone dans le portefeuille de Total à l'horizon 2035 en prenant en compte le scénario 2°C de l'Agence Internationale de l'énergie. Pour compenser l'abandon du charbon et la diminution de 5% du pétrole dans sa production, la stratégie climat de Total repose sur une augmentation de la part des énergies vertes dans sa production de 15 à 20%, mais aussi sur celle du gaz de 45 à 50% (lire notre analyse détaillée)... Le Pacte mondial n'est pas lui-même une agence intergouvernementale mais une « initiative » des Nations unies rassemblant des grandes entreprises, et bénéficiant cependant du label onusien... Une confusion savamment entretenue.

Les ODD contre les normes contraignantes ?

En ce qui concerne les grandes entreprises françaises, pour l'instant, les ODD sont plus rattachés à des projets préexistants de « RSE » qu'ils ne servent de base à la mise en place de nouveaux projets, explique Sylvain Boucherand, du Bureau d'étude en développement durable, B&L [2]. D'autant que ces objectifs du développement durable sont si généraux qu'ils peuvent être interprétés de différentes manières. Et chaque entreprise peut choisir « son objectif » et de détourner les yeux de l'impact général de ses activités. Veolia, par exemple, légitime ses privatisations, dont celle de l'eau de Nagpur en Inde, par l'objectif de garantir l'accès de tous à l'eau (Objectif 6) alors que toutes les expériences passées suggèrent qu'il ne s'agit pas d'une réponse adaptée pour étendre l'accès à l'eau de populations par définition incapables de la payer, renforçant ainsi la pauvreté et les inégalités, deux autres cibles majeurs des ODD. Même constat pour Danone qui se targue de lutter contre la faim (objectif 2), alors que le développement de l'élevage laitier intensif ou de l'eau en bouteille vont à l'encontre de la préservation des ressources et d'une agriculture vivrière soutenable qui ne mette pas en danger la sécurité alimentaire des populations paysannes du Sud de la planète.

Ce détournement des ODD, facilité par leur caractère non contraignant et consensuel, contraste avec la difficulté à mettre des multinationales aux centaines de filiales et sous-traitants face à leurs responsabilités quand elles sont impliquées dans des crimes et délits économiques. « Depuis les années 1990, l'attitude des Nations unies à l'égard des firmes multinationales ne s'est plus caractérisée par une volonté d'encadrement, mais de partenariat ; or ce partenariat, tel qu'il est mis en œuvre, apparaît bien plus favorable à ces firmes qu'aux valeurs de l'ONU », explique Chloé Maurel, historienne spécialiste des Nations unies. Une volonté d'encadrement, qui avait émergé dans les années 1970 jusqu'à la disparition de la Commission des Nations unies sur les firmes transnationales (UNCTC) et à l'abandon du projet de code de conduite de l'ONU sur les firmes transnationales (FTN) dans les années 1990, sous la pression des États-Unis.

Aujourd'hui à nouveau, alors que le Comité des droits de l'homme de l'ONU envisage, à l'initiative de l'Équateur, d'adopter un traité international sur les entreprises multinationales et les droits humains, assorti d'obligations contraignantes et de réelles sanctions, les lobbys du secteur privé et les gouvernements occidentaux, en particulier européens, font bloc pour s'opposer à une telle perspective (lire notre article récent compte d'une enquête menée par l'Observatoire des multinationales avec ses partenaires européens du réseau ENCO). Leur argument clé ? Les mécanismes actuels de « responsabilité sociale des entreprises » (RSE), et surtout les programmes liés à l'atteinte des Objectifs de développement durable, seraient largement suffisants, et devraient rester prioritaires par rapport à toute tentative de « stigmatiser » le secteur privé.

Ce n'est en effet pas l'un des moindre des avantages des ODD, du point de vue des multinationales, que de déplacer l'attention vers leur « rôle sociétal » et sur leur « contribution positive », et éviter les questions trop dérangeantes quant à leurs impacts sociaux et environnementaux négatifs – ou pire encore pour elles, l'obligation de rendre des comptes. Des positions qu'on retrouve actuellement en France avec les discussions autour de la loi Pacte. Pour Emmanuel Faber, PDG de Danone, qui se dit favorable à une meilleure intégration des impacts environnementaux et sociaux par les entreprises, en revanche « il faudrait retirer un certain nombre de dispositifs de contrôle qui sont imposés aujourd'hui et sont une surcharge considérable » comme la loi Sapin 2 ou celle sur le devoir de vigilance (lire notre article). Et donc fermer les yeux et faire confiance aux entreprises pour qu'elles deviennent des « entreprises à mission sociale », sans obligations ni contrôle public.

Privatisation du développement

Au-delà des effets de communication et de leur instrumentalisation pour éviter des régulations contraignantes, le place de choix accordée aux multinationales par les ODD, à côté et parfois à la place des États et des agences onusiennes, est aussi souvent un moyen de légitimer la privatisation de services publics, ainsi que les partenariats public-privé. Le CNCD, coordination d'associations belges de solidarité internationale, rappelle ainsi que le Plan d'action d'Addis Abeba, « programme de financement des ODD », consacre la priorité donnée aux partenariats public-privé : « Un chapitre entier est dédié au rôle important du secteur des affaires et de la finance : 11 paragraphes cherchent à promouvoir ou à encourager les partenariats qui réunissent plusieurs parties prenantes et les partenariats entre le secteur public et le secteur privé. »

Le réseau international Social Watch, dans son rapport « Spotlight on sustainable development » montre pourtant comment les privatisations, les partenariats public-privé et la montée en puissance de certaines grandes entreprises peuvent avoir des effets négatifs sur l'ensemble des ODD et son Agenda 2030. Comme lorsque des écoles privées payantes et à but lucratif émergent en Asie et en Afrique sous couvert de l'objectif d'une éducation de qualité pour tous (Objectif 4). Dans le dernier rapport sur la protection sociale dans le monde 2017-2019 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Directrice du Département de la protection sociale, Isabel Ortiz, prévient : « Les politiques d'austérité à court terme continuent de saper les efforts de développement à long terme. Les ajustements d'assainissement budgétaire ont des impacts sociaux négatifs considérables et compromettent la réalisation des ODD. » En rappelant au passage que certains pays comme l'Argentine, la Hongrie ou encore la Pologne sont en train de revenir vers des systèmes publics de retraite, après l'échec de leurs privatisations.

Démocratie : la grande absente

Si un objectif (17) est entièrement consacré au « développement de partenariats pour la réalisation des objectifs » pour « mobiliser, rediriger et débloquer le pouvoir des milliers de milliards de dollars de ressources privées », des mots tels que « démocratie », « liberté de la presse », « indépendance de la justice », « liberté civile » « liberté d'expression » « élections libres », eux ne sont jamais cités, rappellent Jeffrey Smith et Alex Gladstein pour Quartz Africa. L'absence de vision politique expliquerait selon eux la popularité des ODD auprès des présidents à vie, des despotes et des États à parti unique qui cherchent à soigner leur image, souvent avec l'aide de cabinets de relations publiques et de lobbyistes occidentaux, en disant lutter pour atteindre ces objectifs de développement. Un « oubli volontaire » des engagements démocratiques qui bénéficie également aux multinationales qui peuvent se revendiquer d'une démarche de développement durable tout en travaillant avec des régimes autoritaires...

Les ODD semblent ainsi en quelque sorte la consécration d'une logique de privatisation du développement et de la recomposition des forces au sein de l'ONU. Pour Barbara Adams du Global Policy Forum (GPF), un observatoire indépendant qui analyse le travail des Nations unies et l'élaboration des politiques mondiales, « le fait que la phase d'action des 'trois grands' accords soit dominée par l'attraction de financements privés démontre à quel point le discours du marché a capturé l'agenda ». Par idéologie mais aussi par contrainte, puisqu'elle rappelle aussi que « le financement inadéquat de l'ONU et de ses mandats par les États membres a provoqué des modes de financement différents, notamment par le biais de philanthropes et de grandes entreprises ».

Les partenariats douteux du PNUD

Derrière la complaisance des agences onusiennes avec les multinationales, il y a effectivement des facteurs financiers, que la mise en avant des ODD permet de recouvrir d'un voile pudique. Exemple avec Total. Selon des documents internes inédits du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) auxquels nous avons eu accès, l'entreprise pétrolière française l'a contacté pour demander un partenariat officiel autour de son projet d'oléoduc de 1445 kilomètres de long en Ouganda et en Tanzanie. Et pour cause : cet oléoduc est au centre de nombreuses controverses pour son impact environnemental et les déplacements de population qu'il entraîne. Officiellement, Total a sollicité l'expertise du PNUD dans trois domaines : « (i) le soutien des moyens de subsistance locaux pour les communautés affectées ; (ii) l'engagement communautaire efficace, le dialogue et le règlement des différends ; et (iii) l'atténuation / la compensation des impacts négatifs sur l'environnement ». Au passage, l'agence onusienne facture 7% de frais de gestion, soit entre \$385 000 et 980 000 selon le budget final.

Officiellement, le PNUD dit avoir pour vocation d'aider les pays à lutter contre l'extrême pauvreté, les inégalités et l'exclusion, avec les ODD comme outils d'orientation de ses politiques et financements. Un autre document interne de l'agence onusienne, qui « énonce les critères du PNUD pour l'évaluation et la sélection des partenaires et des principes de partenariats » livre une tout autre vision. Après avoir rappelé qu'« au cours des dernières années, il y a eu reconnaissance accrue du rôle du secteur privé dans la promotion du développement durable », il y est affirmé le PNUD a aussi pour objectif de « soutenir et faciliter le développement du secteur privé » tout engageant une « collaboration » avec ce dernier. Mais sans omettre pour autant « les risques pour sa réputation » en prenant soin de ne s'associer qu'avec « des entreprises du secteur privé qui sont attachées aux valeurs fondamentales et aux causes de l'ONU, et qui ne sont pas impliquées dans des activités commerciales ou autres incompatibles avec la vision, la mission et les valeurs du PNUD ».

Le PNUD liste des activités à exclure (vente d'armes, tabac, jeux d'argent..), mais aussi des secteurs à « haut risque », comme le secteur du pétrole et du gaz, mais aussi le secteur minier, les produits chimiques ou encore les sodas. Pourtant, le PNUD a bien passé des accords ou envisage sérieusement de le faire avec des entreprises comme Total, Dow ou encore Coca. Le « développement durable » serait-il à vendre ? Présentés comme un moyen de fédérer et orienter les efforts du secteur public, de la société civile et des entreprises privées autour d'un but commun, les Objectifs de développement durable pourraient surtout devenir un instrument de capture du développement, et du système onusien lui-même, par les multinationales. multinationales.org 7 mars 2019

- Mauvaise nouvelle pour le climat : la France commence à importer du gaz de schiste - bastamag.net 11 mars 2019

L'affaire avait fait grand bruit il y a trois ans : la France, qui a interdit l'exploitation du gaz de schiste sur son propre territoire, allait-elle importer du gaz de schiste en provenance des États-Unis ? Cette source d'énergie très controversée, en raison des impacts environnementaux de la fracturation hydraulique, allait-elle quand même alimenter les chaudières et plaques de cuisson françaises ? La réponse est oui.

Les importations de gaz de schiste américain ont effectivement commencé à l'automne 2018, selon les données rendues publiques par l'agence états-unienne d'information sur l'énergie. Et cela ne fait que commencer. Le navire méthanier Provalys, revendu l'année dernière par Engie à Total, devait accoster cette semaine au port de Montoir, à proximité de Saint-Nazaire, en provenance du terminal d'exportation de gaz de Sabine Pass. Celui-ci, situé à la frontière entre la Louisiane et le Texas, appartient à la firme américaine Cheniere. Le Provalys semble avoir changé de cap depuis la première publication de cet article (voir précisions ci-dessous).

« Le gaz naturel américain est importé directement en France depuis fin 2018 »

Elengy, filiale d'Engie qui gère le terminal méthanier de Montoir (et deux terminaux similaires à Fos-sur-Mer), a confirmé à l'Observatoire des multinationales que « le gaz naturel américain est importé en Europe depuis 2017 et directement en France depuis fin 2018 ». Tout en ajoutant que « le nom des importateurs et le détail des cargaisons sont des informations commercialement sensibles que nous ne sommes pas autorisés à divulguer ». Même invocation du secret commercial du côté du quatrième et dernier terminal méthanier française, celui construit par EDF à Dunkerque, récemment revendu à l'opérateur belge Fluxys.

L'Observatoire des multinationales, édité par Basta !, a donc sollicité les entreprises susceptibles d'avoir acheté ce gaz pour le distribuer en France, à savoir les fournisseurs EDF, Engie et Total (qui a récemment absorbé Direct Energie et Lampiris sous la marque Total Spring, prenant la troisième place du marché). Aucune n'a souhaité répondre. L'autre possibilité est que ce gaz ait été acheté par des clients industriels, par exemple pour produire... du plastique (lire à ce sujet : Les liens étroits et méconnus entre le gaz de schiste et l'explosion des déchets plastiques).

Contrats d'approvisionnement signés... au moment de la COP 21

En 2015, juste avant la Conférence de Paris sur le climat, Engie et EDF avaient signé des accords d'approvisionnement avec Cheniere, pionnière de l'exportation du gaz de schiste américain avec les terminaux de Sabine Pass et de Corpus Christi (voir ici). Selon les données officielles, la majorité du gaz exporté vers la France transite par le terminal de Sabine Pass, et par celui de Cove Point, dans la baie de Chesapeake, appartenant à Dominion Energy.

L'essor du gaz de schiste aux États-Unis, un pays qui était auparavant un importateur net, a créé une situation de surproduction et une baisse des prix. Les industriels états-uniens se sont donc rapidement intéressés aux marchés d'exportation. La construction de plusieurs dizaines de nouveaux gazoducs et terminaux méthaniers est planifiée le long des côtes du golfe du Mexique et de la façade Atlantique, dont certains financés par des banques françaises, en particulier la Société générale.

Le gaz, aussi nuisible pour le climat que les autres hydrocarbures

La contestation de ces nouvelles infrastructures gazières est aujourd'hui tout aussi virulente aux États-Unis que celle liée aux impacts locaux de la fracturation hydraulique – contamination de l'eau, sismicité, pollution de l'air, etc (voir ici). Le gaz est souvent présenté par les industriels comme une source d'énergie plus « propre » que le pétrole ou le charbon, et donc plutôt bénéfique pour la transition énergétique. Un discours porté en France par Engie et Total.

En réalité, si l'on tient compte de l'ensemble de la filière et notamment des émissions fugitives de méthane, un gaz à effet de serre plus puissant que le CO2, le gaz est tout aussi nuisible pour le climat que les autres hydrocarbures, voire davantage. De ce point de vue aussi, l'arrivée massive de gaz américain en France et en Europe n'est pas une bonne nouvelle.

NOTE : Depuis la première publication de cet article le 8 mars 2019, le Provalys a changé de cap. Même si sa destination officielle est toujours Nantes, il est actuellement (au 13 mars au matin) en train de tourner en rond à proximité de l'archipel des Açores. Il est possible qu'il attende une offre plus lucrative pour sa cargaison. bastamag.net 11 mars 2019

TROISIEME PARTIE

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Algérie

- Algérie : Bouteflika confirme qu'il restera président après l'expiration de son mandat - Le Parisien 19 mars 2019

Voilà qui ne risque pas de calmer la rue algérienne. Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a confirmé dans un message lundi, qu'il prolongerait son 4e mandat au-delà de son terme constitutionnel, le 28 avril, jusqu'à un nouveau scrutin organisé à l'issue d'un processus de révision constitutionnelle.

« Que l'Algérie vive, dans un avenir proche, une transition harmonieuse et assiste à la remise de ses rênes à une nouvelle génération [...] tel est l'objectif suprême que je me suis engagé à concrétiser avant la fin de mon mandat présidentiel, à vos côtés et à votre service », souligne le chef de l'Etat dans ce message, publié par les médias d'Etat.

Le mandat expire le 28 avril

Son actuel mandat expire constitutionnellement le 28 avril et le président a annoncé le 11 mars qu'il entend remettre ses pouvoirs à un successeur élu lors du scrutin qui sera organisé à l'issue d'une Conférence nationale devant réformer l'Algérie et modifier la Constitution.

Dans un message à l'occasion de la fête de la Victoire (19 mars 1962) sur le colonisateur français, « Boutef » assure lundi que cette « Conférence nationale » chargée de changer le « régime de gouvernance » de l'Algérie et « renouveler ses systèmes politiques, économique et social » se tiendra « dans un très proche avenir ». La révision constitutionnelle « globale et profonde » dont est chargée la Conférence nationale et qui sera soumise à référendum, « préludera à un nouveau processus électoral qui verra l'élection d'un nouveau président », rappelle, comme il l'avait fait le 11 mars, le président algérien confirmant qu'il entend rester au pouvoir bien après le 28 avril.

Vendredi, des millions d'Algériens sont à nouveau descendus dans la rue pour exprimer leur refus de la prolongation de fait de son actuel mandat. Peine perdue.

Si un délai d'un an a été parfois évoqué pour une transmission du pouvoir, il apparaît intenable à de nombreux observateurs vu l'ampleur de la tâche : désignation des participants et organisation des travaux de la Conférence, élaboration d'une nouvelle Constitution, organisation d'un référendum, convocation et tenue d'une présidentielle...

Dans son message, le Raïs d'Alger a par ailleurs appelé le peuple à être « à la hauteur de ses aspirations socio-économiques et culturelles » et à « prêter main-forte à son armée pour préserver l'Algérie contre les dangers extérieurs ».

Plus tôt, le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée algérienne avait appelé à la « responsabilité » de chacun pour trouver des « solutions dans les plus brefs délais » à la crise actuelle en Algérie.

- Algérie: "L'armée demeure le rempart du peuple", dit le général Salah - Reuters 19.03

L'armée algérienne "demeure le rempart du peuple et de la Nation", a assuré lundi le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général Ahmed Gaïd Salah, affirmant l'existence de solutions à la crise politique que traverse actuellement le pays. Reuters 19.03

Qui va aller voter pour l'Union européenne des multinationales ? Boycott !

- Bayer Monsanto, Uber, Google, Syngenta... adorent financer les partis politiques européens - lareleveetlapeste.fr 11 mars 2019

« C'est une pratique courante et parfaitement légale : nous ouvrons nos débats à ces entreprises, qui participent en retour aux frais d'organisation de ces événements », explique Didrik de Schaetzen, directeur de la communication de l'ALDE.

En France, le financement politique par les entreprises est interdit. Il n'en est pas de même au niveau européen. En 2018, le groupe eurosceptique des Conservateurs et réformistes européens (CRE) a reçu plus de 102 000 euros de la part de neuf sociétés (AT&T, Triple A, Estiom, MTI, Wastech, Galerie Gema, Q.E.D. Systems, Without Limits et AWS Holding), ainsi que 47 000 euros de plusieurs lobbys et fondations.

Le Parti populaire européen (PPE), mouvement de droite auquel sont rattachés Les Républicains, a quant à lui reçu 61 000 euros pour l'accueil de quatre multinationales (AT&T, Walt Disney, Microsoft et UPS) à son congrès annuel, en novembre 2018.

Enfin, l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) qui regroupe des forces politiques centristes et libérales de plusieurs pays européens, a aussi bénéficié d'importants financements provenant de Bayer, Uber, Google ou encore Syngenta, le géant suisse des pesticides. En 2018, le parti a reçu 122 000 euros de la part de huit multinationales et lobbys. Ceux-ci ont versé de 7 000 à 18 000 euros pour intervenir lors du congrès annuel du parti, organisé en novembre 2018 à Madrid.

Une pratique courante et parfaitement légale

« C'est une pratique courante et parfaitement légale : nous ouvrons nos débats à ces entreprises, qui participent en retour aux frais d'organisation de ces événements », explique Didrik de Schaetzen, directeur de la communication de l'ALDE.

De leur côté, comment les entreprises justifient-elles une telle générosité ? Interrogé par Le Monde, Bayer a déclaré avoir cosponsorisé des congrès de l'ALDE pour « faciliter un large débat sur divers sujets tels que l'innovation, l'agriculture ou le commerce ».

La défense de quels intérêts ?

Bayer se place comme deuxième plus gros donateur politique européen, derrière l'opérateur de télécommunications américain AT&T, ce dernier ayant versé plus de 200 000 euros aux quatre plus grands partis politiques européens au cours des cinq dernières années. L'influence du groupe allemand, qui a récemment acquis le très fameux spécialiste américain des pesticides Monsanto, est emblématique du problème soulevé par ces pratiques.

Alors que se pose la question du respect de certains principes de démocratie les plus essentiels – défendre l'intérêt des citoyens avant celui des grandes entreprises – les partis revendiquent une simple ouverture aux « parties prenantes ». « On a aussi des relations avec des ONG », garantit notamment M. de Schaetzen. Dommage, aucune d'entre elles n'a été conviée au congrès du parti à Madrid. 11 mars 2019
lareleveetlapeste.fr 11 mars 2019

Brésil.

Il en est le produit !

- A Washington, le président brésilien visite... la CIA - AFP 19.03

Pour son premier voyage officiel aux Etats-Unis, le président brésilien Jair Bolsonaro a choisi d'effectuer lundi une visite pour le moins inhabituelle de la part d'un dirigeant étranger: le siège de la CIA. AFP 19.03

Il en est l'agent !

- Trump et Bolsonaro mettent en scène leur complicité à Washington - AFP 19.03

Unis dans la dénonciation des "Fake News", Donald Trump et Jair Bolsonaro, l'un de ses plus fervents admirateurs, ont affiché une forme de complicité mardi à Washington, louant une proximité sans précédent entre les Etats-Unis et le Brésil.

ECONOMIE

Etats-Unis

LVOG - Ah ben c'est con, l'effondrement du capitalisme ce ne sera pas pour demain ni après-demain... La preuve.

- USA: La Fed ne prévoit plus de hausse de taux en 2019 - Reuters 21 mars 2019

La Réserve fédérale américaine a franchi mercredi un grand pas vers la fin du cycle de resserrement de sa politique monétaire engagé fin 2015 en laissant entendre qu'elle ne relèverait pas les taux cette année et en annonçant qu'elle arrêterait de réduire son bilan en septembre.

La banque centrale américaine, qui a réaffirmé son engagement à être "patiente", ne table désormais plus que sur une seule hausse de taux d'ici 2021 et n'évoque plus la nécessité de resserrer sa politique monétaire pour prévenir une accélération de l'inflation.

Elle a en outre précisé qu'elle allait ramener la diminution de ses avoirs en bons du Trésor à 15 milliards de dollars par mois à partir du mois de mai, contre 30 milliards mensuels actuellement. La réduction du bilan sera ensuite totalement interrompue à partir de septembre si la situation économique et monétaire évolue d'ici-là conformément aux prévisions.

La banque centrale américaine prévoit ainsi d'arrêter d'ici septembre le réinvestissement systématique de jusqu'à 50 milliards de dollars (44 milliards d'euros environ) d'obligations du Trésor et de prêts immobiliers titrisés ("mortgage-based securities", MBS) arrivant à échéance ou remboursés par anticipation.

A ce stade, le bilan de la Fed devrait encore inclure au moins 3.500 milliards de dollars d'obligations, soit plus de quatre fois le montant qu'elle détenait avant la crise. Son portefeuille obligataire représente actuellement quelque 3.800 milliards de dollars.

Elle a commencé à le réduire au quatrième trimestre 2017. Il avait culminé en 2015 et 2016 à environ 4.250 milliards de dollars, après trois cycles d'"assouplissement quantitatif" ("quantitative easing", QE) lancés entre 2008 et 2014 pour injecter massivement des liquidités dans le système financier, faire baisser les taux à long terme et soutenir l'activité économique.

L'annonce de l'arrêt du processus de réduction du bilan marque un revirement pour l'institution trois mois seulement après que son président, Jerome Powell, a déclaré que le mécanisme de réinvestissement des échéances était en "pilote automatique".

La réduction du bilan engagée fin 2017 est considérée par une partie des investisseurs comme l'une des explications à la montée de la volatilité sur les marchés fin 2018.

La banque centrale continue d'encadrer l'évolution des taux des fonds fédéraux en payant aux banques des intérêts sur les quelque 1.700 milliards de dollars de réserves qu'elles détiennent auprès d'elles et via d'autres opérations monétaires.

Les réserves des banques ont augmenté fortement au cours des années qui ont suivi la crise et une réduction trop marquée pourrait se traduire par des fluctuations plus marquées des taux à court terme sur les marchés.

Ces annonces signifient que la Fed met à l'arrêt les deux moteurs du resserrement de sa politique monétaire afin d'adapter cette dernière au ralentissement de la croissance mondiale et à la dégradation de certains indicateurs économiques aux Etats-Unis.

Les nouvelles prévisions économiques de la banque centrale intègrent la perspective d'un chômage légèrement plus élevé qu'estimé initialement, d'une inflation un peu plus faible et d'une croissance moins dynamique.

La Fed a ainsi ramené sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis pour cette année de 2,3% à 2,1% et la prévision d'inflation à 1,8% contre 1,9%. Le taux de chômage, lui, est attendu à 3,7%, légèrement au-dessus du niveau attendu il y a trois mois. Reuters 21 mars 2019